

*M. Spencer:*

Q. Le but de cet emploi de l'or est pour une large part d'ordre psychologique, n'est-ce pas?—R. Vous pouvez appeler cela psychologique.

L'hon. M. STEVENS: La psychologie nous intéresse-t-elle dans le moment?

*M. Spencer:*

Q. Nous savons tous parfaitement que si nous ne pouvions pas avoir d'or, le Gouvernement répondrait pour les institutions financières et on donnerait du temps.—R. Le Gouvernement doit répondre de ses propres émissions.

Q. Et des institutions financières aussi.—R. Pas nécessairement.

Q. Ne l'a-t-il pas fait en 1914?—R. Non, il a fait certains changements. Il n'a pas répondu pour les banques.

Q. Il a permis aux banques de payer leurs dettes avec leurs propres billets?—R. Jusqu'à concurrence d'une certaine limite.

Q. Elles n'ont pas été tenues de les payer en or?—R. Dans une certaine mesure. Les banques ne pouvaient pas faire de surémission.

Q. J'admets cela. C'est parfait. En conséquence c'est en grande partie un effet psychologique, et lorsque le public se rendra compte de ce fait, nous pourrions parler clairement de ces choses.

Sir GEORGE PERLEY: Je suggère que M. Spencer pose des questions. Il est à faire une déclaration.

M. SPENCER: C'est tout ce que je désirais demander.

M. IRVINE: Est-ce le dernier témoin, monsieur le président?

Le PRÉSIDENT: Oui, à moins que le comité ne désire appeler quelque autre personne.

M. IRVINE: Je désire poser une question, mais je voudrais dire quelque chose avant de le faire. Je crois que notre enquête est plutôt un fiasco dans ce sens que nous n'avons rien appris de nouveau sur les opérations des banques au Canada. Nous étions au courant de la technique, et personne, je crois, ne s'en prend à cela. Pas moi, du moins. Il y aurait peut-être moyen de l'améliorer, cependant il est admis de tous que le système est excellent. Je ne m'oppose certainement pas au système des succursales, et je ne voudrais pas qu'on l'abandonne. Je crois que nos questions au cours de l'enquête n'ont pas bien porté, je désirerais approfondir davantage les choses. D'abord, je voudrais être certain que les institutions bancaires disposeront toujours de crédits suffisants pour permettre aux industries légitimes d'exister au pays, et en second lieu je voudrais qu'on exerce un tel contrôle sur les émissions que les crises qui suivent la transition de la hausse à la baisse, connue sous le nom d'inflation et de déflation, soient en définitive empêchées. Maintenant, je demanderai au témoin s'il est absolument convaincu qu'il est inutile de s'enquérir de la possibilité de contrôler le crédit à ce sujet? Je ne prétends pas que le contrôle du crédit soit le seul facteur en jeu, mais je crois qu'il admettra que c'est un facteur important, et à ce point de vue ne pense-t-il pas qu'une étude sérieuse de la situation par l'Association des Banquiers, ou par tout autre groupe ou institution intéressé à cette question, pourrait apporter au moins une solution partielle?

Le TÉMOIN: Je répondrai à M. Irvine que ce serait certainement une chose très désirable si on pouvait empêcher les crises et les baisses, et maintenir les prix à un niveau constant. Je suis tout à fait de cet avis. Mais je me range du côté de ces grands banquiers américains, M. Mellon et M. Harding (qui est venu témoigner ici), et comme eux je pense que l'on ne peut pas contrôler les prix par des opérations de banque.

*M. Irvine:*

Q. Ne croyez-vous pas qu'elles les influencent dans une certaine mesure, que c'est un des facteurs les plus importants?—R. Peut-être dans une certaine me-

[M. Henry-T. Ross.]